



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

VIVE LA RÉVOLTE DES JEUNES, DES FEMMES DES TRAVAILLEURS ET DES CHÔMEURS EN ALGÉRIE !

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

5 MARS 2019

Malgré les marées humaines qui déferlent depuis deux semaines dans toute l'Algérie, contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat à la présidence de l'Algérie, celle-ci a été maintenue. Les porte-paroles du président algérien, lui-même n'étant plus en état de parler, ont annoncé qu'il promettait de ne pas terminer son mandat et d'organiser prochainement une nouvelle présidentielle où il ne se présenterait pas !

LE CANDIDAT FANTÔME D'UN CLAN MAFIEUX

Ce dérisoire recul de Bouteflika et de son clan ne s'adresse qu'à leur monde : celui des concurrents pour le pouvoir, celui de ceux qui rêvent de lui succéder : généraux de l'armée, qui constitue l'ossature du pouvoir en Algérie, ou représentants directs de cette poignée de grands patrons algériens riches qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'Etat. Un monde périodiquement secoué par les révélations sur sa corruption : suite interminable de scandales et règlements de comptes entre cliques politiques et affairistes.

LE CHANTAGE À L'ORDRE

Face à la contestation, le régime brandit, comme argument ultime, la nécessité de l'ordre que maintiendrait l'armée, sans lequel le pays pourrait sombrer à nouveau dans le chaos des années 1990. Ces dix années de guerre entre l'armée et les groupes islamistes qui avaient suivi la révolte sociale d'octobre 1988 et contribué à l'étouffer, au prix de 150.000 morts. Même le secrétaire général de la confédération syndicale officielle, l'UGTA, y est allé de cette menace, contre les manifestants : « *Vous voulez revenir aux jours de sang et de larmes, et des maisons incendiées ?* ».

Quant à Macron, il s'est fait discret, évitant le moindre soutien aux manifestants et souhaitant uniquement que le pouvoir fort existant en Algérie contre les travailleurs et les jeunes se survive, derrière Bouteflika ou un autre de son acabit. Car pour Macron, le retour à l'ordre, même sous forme de dictature, est la condition de la préservation de bien des intérêts d'investisseurs français dans le pays.

UN PROFOND MÉCONTEMENT SOCIAL

L'explosion sociale d'octobre 1988, qui avait ébranlé le régime, était la conséquence directe des politiques d'austérité imposée à l'Algérie, non seulement par sa couche de dirigeants arrivistes, mais aussi et surtout par les plans de restructuration économique imposés par le FMI (Fonds Monétaire International), au nom des intérêts des grandes puissances et de leurs banques.

Après quelques années où le cours élevé du prix du pétrole avait permis au régime de Bouteflika de desserrer un peu l'étouffement, on revient au serrage de ceinture. L'effondrement du cours de pétrole provoque à nouveau une crise dont la population pauvre est victime, par le chômage, surtout des jeunes et par l'inflation galopante qui a rogné tous les salaires. Le salaire minimum, équivalent à 130 euros, ne permet pas de vivre.

« SYSTÈME DÉGAGE ! »

Alors, derrière le « *Non au cinquième mandat* », c'est bien plus qu'une contestation politique du régime qui s'exprime : c'est une vraie révolte sociale.

La population algérienne, sa jeunesse en particulier, ne pourra réaliser ses aspirations qu'en remettant en cause le régime, mais aussi le pouvoir des capitalistes qu'il sert. Et c'est bien ce qui inquiète Macron et les classes dirigeantes !

La révolte des travailleurs et de la jeunesse d'Algérie trouve déjà un écho dans la communauté algérienne, comme l'ont montré les manifestations de solidarité en France, et elle pourrait en trouver dans les quartiers populaires, dans le mouvement social, Gilets jaunes et l'ensemble des travailleurs.

C'est un espoir et un encouragement pour tous ceux et celles qui dans le monde, du Venezuela à la France des Gilets jaunes, n'en peuvent plus de la misère et de l'arbitraire.

LES ALGÉRIENS MANIFESTENT CONTRE UN 5^e MANDAT DE BOUTEFLIKA



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



FERMETURES, LICENCIEMENTS LES LARMES DE CROCODILE DU POUVOIR POLITIQUE

La liquidation de son usine de Bordeaux-Blanquefort par Ford est une leçon de choses politique d'une vérité implacable. Comme c'est le cas pour Ascoval, les Fonderies du Poitou ou d'autres, les politiciens au pouvoir, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, peuvent s'indigner et s'agiter dans tous les sens, ils sont prisonniers du système qu'ils défendent : le système capitaliste dont le principe de base est la libre entreprise et la concurrence.

Les fermetures d'entreprises, les suppressions d'emplois décidées par les propriétaires de ces entreprises peuvent détruire la vie de milliers de personnes et de régions entières, elles sont dans l'ordre des choses du système. Pour s'y opposer, il faudrait instaurer un contrôle des salariés sur toutes les décisions qui les concernent, recourir à la réquisition pure et simple des boîtes qui ferment, planifier l'économie en fonction des besoins sociaux.

En l'absence de cette volonté politique de sortie du capitalisme, nos politiciens en sont réduits à des larmes d'impuissance sur le sort des victimes du système..

GILETS JAUNES, LE COMBAT CONTINUE

Mardi dernier, Macron expliquait que les Gilets jaunes qui manifestaient les samedis étaient « complices du pire ». Vendredi dernier, il les appelait au « retour au calme ».

Et oui, n'en déplaise à Macron, les Gilets jaunes ne lâchent pas. Toujours là, et nombreux à manifester samedi dernier. Et ils comptent bien persévérer. Le samedi prochain 9 mars, et aussi le samedi 16 mars, jour d'une montée sur Paris, à l'occasion de la fin du Grand débat.

Macron et le gouvernement ne savent plus quoi faire pour faire rentrer la colère. Ni l'opération Grand débat, ni les flashballs de la répression policière, n'ont fait taire la rue. Contre les injustices sociales, contre la vie chère et les bas salaires, c'est bien sur le chemin de la lutte qu'il faut continuer.

LE 8 MARS, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE

La mobilisation des gilets jaunes se poursuit depuis 4 mois avec une participation inédite des femmes dans un mouvement social national. Une parité à 50% dans la lutte, bien loin du machisme des institutions politiques.

Depuis le 1^{er} mars, les entreprises de plus de 1000 salarié(e)s sont notées sur l'égalité salariale hommes-femmes, et auront 3 ans pour « s'améliorer », sous peine d'une amende « pouvant aller jusqu'à 1% de la masse salariale » : un « outil pragmatique » selon Geoffroy Roux de Bézieux, patron du MEDEF, en fait un genre de permis à points, basé sur des indicateurs.

Ces mesures dérisoires doivent nous inciter à nous retrouver en nombre dans la rue : le 8 mars n'est pas la « journée de la femme », mais la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. En 1910, à l'initiative de la militante révolutionnaire féministe Clara Zetkin, elle visait à obtenir le droit de vote. En 2019, d'autres droits restent à défendre et à conquérir, contre les violences, le harcèlement ou la précarité et pour l'emploi, les salaires ou l'IVG ...

PAR LA FAUTE DU DONNEUR D'ORDRE RENAULT, 2 000 EMPLOIS SUR LE CARREAU !

C'est le total des emplois directs et indirects liés aux activités des Fonderies du Poitou, créés par Renault en 1978. Bien qu'ayant vendu les usines, Renault n'a jamais cessé d'être le principal donneur d'ordre. Aujourd'hui la Fonderie Fonte travaille à près de 70% pour Renault et la fonderie Alu pour près de 90%.

Comme depuis des années Renault se débîne encore. Sous le prétexte de la baisse des ventes du diesel (et donc des pièces à fabriquer), Renault a diminué considérablement ses volumes de pièces et n'entend plus en affecter de nouveau. Résultat, les 2 fonderies sont en redressement judiciaire !

Un nouveau repreneur se profile avec une boîte anglaise Liberty House qui veut supprimer des emplois. C'est au donneur d'ordre Renault, grâce auquel Ghosn s'est tellement enrichi, d'assurer activités et emplois.

C'est ce que sont venus exiger, à 400, vendredi 19 les travailleurs du Poitou aux portes de Renault Le Mans, avec des travailleurs de l'établissement, la **réintégration des Fonderies du Poitou dans le groupe Renault**

QU'IL LA FERME !

En visite dans les Vosges pour son « Grand débat », Macron a voulu se payer un coup de com' en accusant la SNCF de fermer la ligne Épinal-Saint-Dié. L'inventeur des cars Macron qui fait semblant de se mettre du côté des usagers du train, il fallait oser... Pendant cette mascarade, des pans entiers du réseau ferré sont laissés à l'abandon, car trop peu rentables pour la SNCF.

L'an dernier, le gouvernement et les patrons de la SNCF étaient bien d'accord pour mettre en place leur réforme du rail qui prévoit la fermeture des « petites lignes ». C'est contre cette politique que les cheminots ont fait grève pendant des mois. Face à ce gouvernement qui attaque de tous les côtés, il y a toutes les raisons de remettre le train des luttes en marche !

ANTISIONISME ET ANTISEMITISME : L'AMALGAME POUR FAIRE TAIRE LA CONTESTATION !

Les actes antisémites, comme tous les actes racistes qui se multiplient, sont un poison pour diviser les travailleurs et l'ensemble de la population.

Face à eux, il faut faire entendre notre unité de travailleurs, quelles que soient nos origines, et dénoncer les manœuvres de Macron et de tous ceux qui le suivent, de LR au PS, qui prétendent empêcher toute critique de la politique de l'Etat d'Israël, l'assimilant à l'antisémitisme.

Macron, recevant Netanyahu à l'Élysée en juillet 2017, avait affirmé : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme ». C'est un amalgame insupportable qui vise à faire passer pour racistes tous ceux qui sont solidaires du peuple palestinien.

L'antisionisme, la dénonciation de la politique coloniale d'Israël, n'a rien à voir avec le racisme et l'antisémitisme. C'est au contraire l'affirmation d'une solidarité avec la lutte du peuple palestinien et, au-delà, la nécessaire solidarité internationale du camp des travailleur.se.s, de tou(te)s les opprimé(e)s !

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63